

Le Bureau du Défenseur du peuple du Venezuela veille à la situation à la frontière



Caracas, 9 avril (RHC) Le Défenseur du peuple du Venezuela a créé une commission spéciale chargée d'examiner les plaintes éventuelles en matière de droits de l'homme dans l'État d'Apure, face aux incursions d'irréguliers colombiens, a déclaré aujourd'hui le défenseur Alfredo Ruiz.

En coordination avec le ministère public, l'organisme mènera les enquêtes nécessaires sur la présence de groupes armés en provenance de Colombie, contre lesquels des troupes des Forces armées nationales boliviennes (FANB) sont déployées.

La commission spéciale, composée de deux avocats spécialistes des droits de l'homme, tient une documentation sur les exactions de bandes paramilitaires génératrices de violence afin de porter atteinte à la paix et à la sécurité des habitants de la frontière, a indiqué Ruiz dans des déclarations à la télévision vénézuélienne.

'Toutes ces enquêtes sont entre les mains du ministère public, (...) une fois que tous les faits auront été recueillis, le gouvernement colombien sera prié de prendre les mesures appropriées et les instances internationales en seront également informées', a précisé le médiateur.

Le fonctionnaire a rappelé la plainte déposée par l'État vénézuélien au sujet de l'emploi de mines antipersonnel par les groupes irréguliers dans le but de prendre le contrôle territorial de la zone adjacente à la frontière à Apure.

À cet égard, Ruiz a souligné la demande du gouvernement vénézuélien à l'Organisation des Nations unies (ONU) pour soutenir le déminage des secteurs touchés par cette pratique, ainsi que la mise en place d'un canal de communication avec les autorités colombiennes pour faire face à la situation dans la région limitrophe.

Depuis le dimanche 21 mars, le Commandement stratégique opérationnel des forces armées nationales boliviennes mène des opérations de recherche et d'arrestation contre les commandos paramilitaires colombiens au sud de la frontière délimitée, en mettant l'accent sur les environs de la ville de La Victoria.

Les autorités vénézuéliennes ont montré des preuves de la manière dont les irréguliers ont terrorisé les habitants de la région à travers diverses plateformes, dans le but de forcer des mobilisations de personnes qu'ils utilisaient comme bouclier humain pour fuir vers la Colombie.

De même, ils ont intimidé les civils pour qu'ils demandent l'intervention des organismes internationaux, dans un discours visant à créer des excuses pour une éventuelle invasion armée du pays sud-américain, a dénoncé le haut commandement militaire.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/253504-le-bureau-du-defenseur-du-peuple-du-venezuela-veille-a-la-situation-a-la-frontiere>



Radio Habana Cuba